

PAR PIERRE HEMPTINNE



POUR UNE ECONOMIE DE L'ESPOIR

Pierre Hemptinne

Pour une économie de l'espoir

Préambule

Dans *Neuf essentiels pour des politiques culturelles réparatrices*, projet éditorial porté en 2023 et 2024 dans le cadre des 30 ans de Culture & Démocratie, nous entreprenions « d'assembler les preuves d'un modèle culturel devenu dangereux, toxique », et d'esquisser les bases de ce qui pourrait prendre la forme d'une enquête partagée, au long cours, permettant de faire émerger des savoirs et savoir-faire utiles pour aujourd'hui et pour demain. Entretemps, plusieurs publications de Culture & Démocratie sont venues prolonger cette amorce, chacune donnant lieu, en amont et en aval, à des discussions nourries au sein de l'association, auxquelles Pierre Hemptinne, membre de longue date de ses différentes instances, a pris part. Alors que sa contribution introductive au *Neuf essentiels pour des politiques culturelles réparatrices* se terminait en forme de vœux, il saisit l'occasion de ce début d'année 2026 pour revenir sur les réflexions qui les ont traversées à la lumière de l'actualité politique récente. Il choisit pour point de départ l'analyse d'une déclaration de Georges-Louis Bouchez sur l'engagement des élu·es à tenir leurs promesses, dévoilant ainsi ce qu'il appelle le trompe-l'œil des « programmes politiques » et d'un vote 100 % éclairé pour toutes et tous. Dans son développement sur la tentation anti-démocrate, il aborde aussi des questions qui seront explorées au sein du prochain dossier du *Journal de Culture & Démocratie*. Ce texte en forme de parcours entend, aussi, « retrouver la voie de vœux crédibles » en « se désincarcér[ant] du contexte toxique », et invite dans ce sens à « cherch[er] plus de démocratie en convoquant et mutualisant les ressources mises à disposition par de nombreux·ses chercheur·ses et en écoutant les retours d'expérience de militant·es engagé·es dans l'action de terrain » afin de nourrir un véritable changement de cap. Une invitation que Culture & Démocratie souhaite continuer à porter.

Table des matières

Préambule	2
Introduction.....	4
1/ Démocratie représentative : le trompe-l'œil du programme des partis politiques.....	6
Le compromis démocratique vs la volonté autoritaire des ultra-riches.....	6
Un programme, mais quel programme ?.....	7
Le marketing politique a transformé les partis en entreprises privées.....	7
Décalage entre promesses politiques et mises en pratiques : le vrai pouvoir échappe à la démocratie	8
Vœux pour un processus de restauration de la sincérité politique.....	10
Coup d'œil sur le processus de financiarisation.....	10
Quelle capacité d'analyse critique face au vote protestataire ?	10
2/ La tentation anti-démocrate : restaurer une méthode scientifique dans le gouvernement du monde	12
La techno-sphère libertarienne.....	12
Des milliards dans la culture d'extrême droite	12
Le numérique et ses biais anti-démocrates : la perte du contrôle critique.....	14
Vœux pour instaurer une méthode scientifique au cœur de tout pouvoir décisionnel..	15
C'est quoi, une méthode « scientifique » d'établissement des faits ?	15
3/Trois fondements de la bonne santé physique, mentale et sociale : alimentation, travail, citoyenneté.....	17
L'industrie alimentaire plombe la sécurité sociale	17
Soigner les pathologies du travail : démocratie dans l'entreprise	19
Le syndicalisme pour retrouver la santé au travail ?	19
Le consumérisme plutôt que la citoyenneté.....	20
Quelle est l'image des consommateur·ices ?.....	21
Croissance, obsolescence, richesse des nations	22
Le poison de l'obsolescence	22
4/ Chantier d'un monde meilleur : vers l'auto-gouvernement citoyen et les « communs politiques »	25
Bibliographie	27

Introduction

« Quelle place, pour toi et moi, dans tout ça ? »
Michel Cloup Trio, 2027, *Catharsis en pièces détachées*

En cette période de vœux pour l'année nouvelle, l'envie prend d'espérer l'impossible, de le souhaiter à chacun·e, de semer ensemble les graines de nouveaux horizons qui chantent. Las, il est difficile, actuellement, de croire en la venue de temps meilleurs, habités d'une culture du respect et du partage vivant, animés d'un désir collectif de plus-value démocratique. Le traditionnel « bonne année, bonne santé » a du mal à ne pas sembler anachronique, teinté de second degré. Guerres territoriales, complaisance avec l'accomplissement d'un génocide, guerre culturelle antiscience, Ubu roi aux USA, multiplication de milliardaires anti-démocrates, rejet de l'écologie, haine des migrant·es, prolifération de suprémacistes et d'identitaires nauséabonds, IA générative galopante... N'en jetez plus !

Retrouver la joie de vœux crédibles implique de se désincarcérer du contexte toxique, d'en démonter l'emprise. Inlassablement. Ce texte entend s'y essayer au départ d'une déclaration politique cristallisant un trompe-l'œil démocratique et le malaise qu'il peut susciter. Il cherche à y répondre en puisant dans les fils thématiques tissés par les publications récentes de Culture & Démocratie de quoi s'orienter vers une porte de sortie positive face aux polycrises. Notamment, en cherchant plus de démocratie, en convoquant et mutualisant les ressources mises à disposition par de nombreux·ses chercheur·ses et en écoutant les retours d'expérience de militant·es engagé·es dans l'action de terrain.

Formuler de bons vœux, souhaiter santé et prospérité à nos proches *ici* sans que ceux-ci s'inscrivent dans une visée politique et sociale à l'échelle de la planète n'a pas beaucoup de sens. Nous irons puiser largement des lumières dans l'ouvrage de Pierre Dardot et Christian Laval, *Instituer les mondes*¹. Leurs propos aideront en outre à mettre en perspective les attaques que les récentes mesures d'économie représentent pour les opérateurs culturels, les fragilisant, les faisant passer à la trappe – les réduisant à peu de choses dans l'écosystème de productions d'émotions et d'idées, la fabrique de subjectivités par laquelle une société fait culture et se rend ainsi capable de maîtriser son devenir. Au-delà de la diminution des subventions de telle ou telle association, du gel des budgets de telle ou telle institution, s'exprime une volonté de limiter la place de la culture non-marchande, perçue comme vivier de sensibilités critiques et d'imaginations alternatives, anti-capitalistes, plurielles et minoritaires. Le cap n'a jamais été aussi tranché vers la seule culture du profit. Et cette volonté est devenue tellement systémique, enrobante, qu'elle peut n'être pas pleinement conscientisée chez ceux et celles qui en sont les chevilles ouvrières.

¹ Pierre Dardot, Christian Laval, *Instituer les mondes. Pour une cosmopolitique des communs*, La Découverte, 2025.

Pour les défenseur·ses de ces mesures d'économie budgétaire, il ne s'agit pas simplement de « restaurer l'équilibre budgétaire » du pays, mais bien aussi de consolider un modèle de société, un modèle culturel qui n'a pourtant pas fait ses preuves en termes d'égalité, d'éradication de la pauvreté, du souci du bien-être de tou·tes, du respect de la biodiversité, du soin à apporter à l'ensemble du vivant, du barrage contre le fascisme (la promesse du « plus jamais ça »). À une époque, le progrès se vendait en promettant le bonheur et la prospérité générale. Aujourd'hui, il n'y a plus de carotte : désormais, la seule promesse explicite est que chacun·e devra mettre la main au portefeuille pour « sauver » le seul et unique modèle de société dont on disposerait. Défendre le système en place envers et contre tout conduit les personnes exerçant le pouvoir, tant politique qu'économique, à s'éloigner des sciences qui ne cessent de les contredire, et à s'appuyer sur n'importe quelle contre-vérité pouvant faire illusion.

Quel que soit le pays où l'on réside, la catégorie socio-économique à laquelle on appartient, avoir la possibilité de souhaiter à ses plus ou moins proches une bonne année, une bonne santé, avec la conviction que c'est une ambition à portée de tous et toutes, ça s'appelle une économie de l'espoir. Et c'est probablement l'indispensable préliminaire pour accueillir les générations qui viennent, en préservant la possibilité d'un cadre de vie égalitaire, juste, avec l'assurance pour tou·tes d'avoir une place, une réelle place, dans ce qui se joue. Ça se construit, c'est culturel et politique, une question de choix à maintenir toujours ouverte, au prix d'engagements et de luttes sociales.

1/ Démocratie représentative : le trompe-l'œil du programme des partis politiques

Alors que le pays et ses diverses institutions sont éprouvées par des négociations politiques surréalistes et des plans d'austérité largement contestés par la rue, Georges-Louis Bouchez, le président du Mouvement Réformateur (parti de droite libérale belge francophone) ne manque pas une occasion de rappeler qu'il a gagné les élections sur base d'un programme et que cela l'engage à l'application stricte de celui-ci. On peut supposer que cela traduit une réponse sincère au désenchantement : « On accuse assez les politiques de ne pas faire ce qu'ils promettent. Eh bien moi, je tiendrai mes promesses. » Et de présenter cela comme le respect d'un vote démocratique intangible. Dans la foulée, les polémiques à la radio, dans la presse écrite et sur les réseaux sociaux laissent entendre la volonté du MR d'en finir avec une culture du compromis qui aurait prouvé son inefficacité et mené le pays au bord de la faillite.

N'est-il pas abusif de faire passer les résultats d'une élection telle que pratiquée en démocratie représentative comme l'expression formelle d'un désir populaire homogène en faveur d'un programme précis ? Chloé Santoro, membre associée du laboratoire Logiques de l'agir de l'Université de Besançon, spécialiste des études sur la démocratie radicale comme régime politique, rappelle dans un entretien publié par le Collège de France, le périmètre réaliste de notre démocratie représentative : « En démocratie, toute forme de délégation du pouvoir est un pis-aller. »² Et d'expliquer : « Dans nos régimes représentatifs, le peuple est souverain, mais il n'exerce paradoxalement sa souveraineté qu'en désignant un représentant qui décidera à sa place. C'est, selon moi, cette conception paradoxale de la démocratie qui explique en partie la profonde crise de légitimité à laquelle nous assistons aujourd'hui. Les aspirations à des formes plus intégrées et plus authentiques de démocratie sont fortes, néanmoins, à l'exception du cas suisse, les électeurs ne sont que très peu consultés dans nos régimes actuels. Ils n'interviennent que sur des décisions mineures. Deux arguments, rarement remis en question, permettent de le justifier : d'une part, les citoyens ordinaires sont jugés incompétents pour gouverner, et d'autre part, le grand nombre est considéré comme un handicap. » Considérons dès lors que transformer une élection gagnée selon les règles de démocratie représentative en plébiscite citoyen incontestable d'un programme électoral spécifique est un jeu dangereux avec ce que sont, véritablement, les principes démocratiques. Il est interpellant qu'un professionnel de la politique s'exprime comme s'il ignorait les règles de base du jeu démocratique.

Le compromis démocratique vs la volonté autoritaire des ultra-riches

Ensuite il y a cette question du discrédit jeté sur la longue tradition du compromis « à la belge », à remplacer par une « nouvelle » manière de faire la politique (entendre : différente de celle des socialistes, donc s'éloignant aussi des attentions sociales qui en sont à l'origine). Un parti qui gagne des élections dans le cadre d'une démocratie

² « En démocratie, toute forme de délégation du pouvoir est un pis-aller », entretien avec Chloé Santoro réalisé par Emmanuelle Picaud, 2025, disponible sur le site du Collège de France.

représentative avec au mieux 30 % des suffrages est-il en position d'imposer à l'ensemble d'une population les idées sur lesquelles il aura fait campagne ? L'idée, en attaquant la culture du compromis, n'est-elle pas de saper toujours un peu plus la démocratie actuelle, certes imparfaite, en avançant les pions d'un régime autoritaire ? Il n'est plus possible, aujourd'hui, de considérer cette hypothèse comme pur fantasme ou égarement complotiste. Elle est dans l'air du temps, palpable, elle s'étale au grand jour aux États-Unis, elle inspire les agissements de plusieurs milliardaires qui investissent leur fortune dans des stratégies anti-démocrates, soutenant les campagnes de candidat·es politiques d'extrême droite, identitaires, investissant dans des médias propageant leurs idéaux anti-démocrates, soutenant des influenceur·ses résolument anti-sciences.

Un programme, mais quel programme ?

L'image d'un « programme vainqueur d'élections » est utilisée par le président du MR pour légitimer la politique d'austérité des gouvernements fédéral, régional, communautaire. Quelle est l'assise de l'argument qui présente ce « programme » comme un pacte avec les électeur·ices ? Dans l'état actuel de la gouvernance mondiale, est-il raisonnable de considérer qu'un parti politique remporte des élections locales sur base d'une vision politique autonome dont il maîtrise tous les tenants et aboutissants ? Que les citoyen·nes se positionnent en connaissance de cause et délèguent dès lors à certain·es responsables la charge de mettre en place le mode de vie auquel il·elles aspirent ? Faire comme si ça se passait encore ainsi, n'est-ce pas parachever la transformation du jeu démocratique en trompe-l'œil ? En effet, initialement, qu'entend-on par « programme politique » ? Un projet de société qui définit pour chacun·e la réalité qualitative de leur quotidien et qui serait choisi par les citoyen·nes, en âme et conscience (conditions indissociables d'un choix pleinement démocratique). Ce qui exigerait qu'il soit exposé intégralement sur la place publique, au-delà des canaux de diffusion propres au parti, et sans zone d'ombre pour quelque catégorie sociale que ce soit, y compris en ce qui concerne sa transposition dans le quotidien de tous et toutes, et que cela fasse l'objet de débats pour s'assurer qu'il soit bien compris par tout le monde. C'est le seul processus qui permette qu'un vote en faveur des personnes qui le portent devienne l'expression du désir populaire, majoritaire, de voir ce programme mis en application dans le quotidien de la société concernée. Le seul processus dont l'issue favorable autoriserait celui et celle incarnant ce programme de se poser comme « obligé·e » de le mener à bien.

Si un tel programme du MR existe, il n'a pas été diffusé dans une forme in extenso à l'ensemble des électeur·ices. Ce qui l'a été largement, ce sont des slogans, des prises de positions pour se différencier de l'adversaire. Et les documents plus détaillés déposés dans les boîtes aux lettres relèvent davantage d'un inventaire de mesures qu'il serait plus honnête de qualifier de marketing politique.

Le marketing politique a transformé les partis en entreprises privées

Est-ce jouer sur les mots que de parler de marketing politique ? Pas tellement si l'on reconnaît que les principes de l'économie de marché envahissent bien tous les

domaines d'activité et que les partis politiques sont gérés aujourd'hui comme des boîtes privées dont la finalité est d'exercer le pouvoir, visant davantage leur profit que le bien commun et exerçant une sorte de droit de propriété sur le vote démocratique.

C'est un diagnostic que synthétisent Pierre Dardot et Christian Laval : « [L]e parti, séparé de la masse, fonctionne pour lui-même, selon sa propre logique d'organisation. La politique de parti qui est le produit de cette autonomisation tend alors à chercher un équilibre précaire entre le soutien nécessaire des électeurs, la mobilisation des militantes et les intérêts propres des cadres dirigeants et de l'appareil lui-même. »³

Adopter de manière intransigeante la posture « J'ai été élu·e par le peuple pour appliquer un programme précis » conduit à faire peu de cas des diverses oppositions et manifestations qui viennent ensuite exprimer des désaccords avec la manière dont ce fameux programme prend corps, affecte le quotidien de parties conséquentes de la population. Le mépris pour la contestation sociale engendre le sentiment affolant que manifestations et grèves ne servent plus à rien, se heurtent à la volonté de discréditer et minimiser toujours plus la fonction des syndicats, à nier la légitimité de ce qu'expriment de nombreux·ses citoyen·nes quant à leur vécu, et à malmenier un peu plus le cadre démocratique de notre société.

Décalage entre promesses politiques et mises en pratiques : le vrai pouvoir échappe à la démocratie

Il reste qu'il y a bien un décalage entre ce qui miroite en période électorale et ce qui, ensuite, se matérialise. Ce décalage entretient le soupçon/poison que les élections ne servent à rien, que chercher des solutions par la voie raisonnée et politique est stérile.

Le fond du problème est plutôt du côté du hiatus entre le niveau où tout se décide vraiment – en tout cas tout ce qui compte vraiment, dans le sens des retombées tangibles sur les manières de vivre – et ce qui reste à portée décisionnelle des candidat·es politiques pour lequel·les nous votons.

Le problème, en effet, est la nature réelle de la gouvernance qui détermine nos modes de vie. Vote-t-on encore pour la forme d'un gouvernement efficient, à portée, dans le territoire où l'on vit ? Le jugement négatif « les dés sont pipés d'avance » n'est-il pas partiellement justifié ? Et y remédier ne commence-t-il pas par en clarifier et expliciter les fondements plutôt que de le considérer comme une réaction irrationnelle ?

Un bon début, pour renouer par le débat des relations de confiance entre politiques et citoyen·nes serait de clarifier comment la « gouvernance » a pris le pas sur ce que l'on entendait traditionnellement par gouvernement : « La "gouvernance" est en elle-même un mode de gouvernement exercé par les groupements eux-mêmes oligarchiques – que l'on appelle dans le jargon technocratique des *stakeholders* (entreprises, parties, lobbies, experts du droit et de l'économie, ONG) –, qui consiste à régler de façon segmentée et technique des questions politiques globales en dehors de toute délibération et décision réellement démocratiques. Seule une cosmopolitique⁴ peut

³ Pierre Dardot, Christian Laval, *op. cit.*, p. 642.

⁴ NDLR : entendre « cosmopolitique » comme manière de penser l'organisation de la vie humaine sur terre, de façon non verticale, non limitée aux frontières nationales, privilégiant le bien-être

s'opposer à la "gouvernance mondiale" en ce qu'elle ne sacrifie pas la politique au profit de la gestion. »⁵ Alain Supiot a fourni des analyses complètes et éclairantes sur la non-équivalence entre gouvernance et gouvernement qui, dans le débat public et médiatique, où l'on observe une mode de la « bonne gouvernance », sont présentés comme synonymes⁶. Cette tendance réduit encore plus la possibilité de percevoir d'où vient vraiment ce qui nous gouverne, instillant dans tous les rouages de la société l'autorité des logiques gestionnaires.

Faut-il prendre pour argent comptant une hypothèse qui situe le centre du pouvoir réel du côté des oligarchies « gestionnaires », et en tout cas en-dehors du périmètre démocratique ? Non, bien entendu. Mais étant donné qu'elle apparaît comme cause plausible de symptômes avérés d'une crise démocratique, elle mérite d'être analysée, vérifiée selon une méthodologie scientifique par toutes les parties concernées (de tous les bords de l'éventail politique et de la société civile). Et éviter qu'elle soit mise à la poubelle avec l'étiquette « radicale d'extrême gauche » !

Cette priorité donnée à la gouvernance gestionnaire signifie que l'économique supprime le politique. Plus exactement que la classe qui tire profit du fonctionnement actuel du champ économique tire les ficelles du politique. Or, nous votons – en principe – pour élire des représentant·es politiques, pas pour choisir les maîtres de l'économie mondiale.

Selon le politologue britannique David Held, cité par Dardot et Laval, « la principale cause du décalage observé entre principes proclamés et insuffisances dans leur mise en œuvre réside dans le peu d'influence de l'ordre libéral international sur la régulation du pouvoir économique et des mécanismes du marché. [...] L'ordre libéral international s'efforce de contenir les excès du pouvoir politique, non ceux du pouvoir économique. Il n'a pour ainsi dire aucun moyen d'action systématique sur les sources de pouvoir autres que politique ». »⁷

C'est en quelque sorte l'apothéose du vieux postulat selon lequel l'économie de marché pourvoira à tout, sera source de toutes les régulations sociales et sociétales imaginables, telle une nouvelle nature, limitant au maximum l'intervention de décideur·ses politiques quel·les qu'il·elles soient.

Les règles du jeu doivent être bien explicitées : en rendant inopérants les moyens d'agir sur l'économie, l'action publique, exclusivement cantonnée aux apparences d'un pouvoir politique localisé masquant les véritables sources de domination, authentique sinécure, génère un affaiblissement du champ politique comme moteur démocratique. C'est ce qui se conjugue dans les « indispensables réformes » qui vont toutes dans le sens de fragiliser la solidarité, la puissance publique, les services aux citoyen·nes, les droits fondamentaux, les droits culturels, les droits des non-humains, pour satisfaire les exigences toujours plus anti-sociales des pouvoirs économiques. La pente anti-sociale augmente les profits de la minorité dominante, renforce la mainmise de la gouvernance financiarisée.

présent et futur des humaines en harmonie avec la planète et les autres qu'humains. Indissociable d'une démocratie directe appliquée de façon internationale, transnationale, et d'un autogouvernement des peuples.

⁵ *Ibid.*, p. 492.

⁶ Alain Supiot, *La gouvernance par les nombres*, Fayard, 2015.

⁷ Pierre Dardot et Christian Laval, *op. cit.*, p. 492.

Vœux pour un processus de restauration de la sincérité politique

Ce décalage, aux conséquences lourdes pour le devenir de nos démocraties, c'est ce dont devraient nous entretenir les politiques en période électorale, en jouant cartes sur table, proposant des programmes pour échapper à cet assujettissement, devenu abyssal depuis que la financiarisation accomplit le rêve alchimique d'accumulation infinie du capitalisme. C'est à partir de cela que les partis politiques chercher des voies pour relancer la marche en avant de l'idéal démocratique. Cela devrait donner lieu à un chantier serré d'actions-recherches pilotées par l'éducation permanente à tous les échelons de la société, partagées dans des conventions citoyennes où viendrait écouter, participer, se repenser, l'ensemble des partis. Ceux-ci, particulièrement, devraient avoir à cœur de dire la vérité aux citoyen·nes dont ils courtisent le suffrage, la démocratie ne pouvant sortir renforcée d'un jeu de dupes : « Aucune démocratie, à aucun échelon, n'est compatible avec le principe capitaliste de propriété en vertu duquel la plus grande partie des populations subit sans pouvoir y participer les décisions les plus fondamentales relatives à la vie collective. »⁸

Coup d'œil sur le processus de financiarisation

Le règne de la financiarisation signifie que les actifs des entreprises, joués en bourse, supplantent le produit concret des entreprises, vaut plus que le travail qui y est accompli, que la valeur produite, finale, échappe aux travailleur·ses : « Les actifs des entreprises ont été réaffectés et nouvellement exploités en vue de générer des profits exceptionnels, et *cette transformation a particulièrement changé le monde, car les grandes entreprises (qui étaient d'énormes conglomérats, souvent multinationaux) étaient les principales dépositaires des actifs productifs, des capacités économiques, et donc de la richesse dans le monde entier.* Les acteurs financiers ont contribué à redéfinir, à restructurer et reconditionner des institutions (les entreprises) en actifs financiers ; et c'est précisément cette capacité à convertir ces réserves de richesse (constituées à partir du travail) en gains financiers pour les grands investisseurs (pour eux-mêmes et d'autres) qui a été la clef du pouvoir croissant de la finance et de sa capture du capital. »⁹ L'histoire de la financiarisation, de ses techniques pour désolidariser « travail » et « richesse » vide de sens les incantations des politiques qui entendent restaurer et mettre au sommet de leur gestion la « valeur travail ». Les impacts de la financiarisation sur notre quotidien, relégués à une dimension occulte à l'accès réservé aux initié·es, devraient être exposés, enseignés, disséqués, à fin d'appropriation par les citoyen·nes.

Quelle capacité d'analyse critique face au vote protestataire ?

Le « vote protestataire » – la tendance d'une partie de l'électorat à exprimer sa contestation en votant pour un·e candidat·e ou parti éloigné de ses convictions – est

⁸ *Ibid.*, p. 552.

⁹ Karen Ho, « Finance (depuis les années 1980) », in Anna Tsing, Jennifer Deger, Alder Keleman Saxena, Feifei Zhou, *Atlas Féral. Histoires vraies et proliférantes des résistances aux infrastructures humaines*, trad. Marin Schaffner, Wildproject Éditions, 2025 [2020]), p. 89.

un problème qui ronge la démocratie. Mais défendre un programme soi-disant transparent et se poser en accoucheur fidèle dudit programme suffit-il à y répondre ? Les sciences sociales, qui documentent de façon nuancée, diversifiée et sérieuse les mobiles de ce type de vote, montrent que ceux-ci ne peuvent se résumer à la conviction que « les politiques ne font pas ce qu'ils disent ».

Ainsi, Pierre Dardot et Christian Laval considèrent que les grandes institutions, historiquement chargées de faire progresser l'idéal démocratique à l'échelle mondiale, ont échoué, déçu, encourageant ainsi les différents replis identitaires sur les frontières nationalistes et l'essentialisation des États-nations.

Ces auteurs nous invitent à regarder comment ces organisations internationales « ont imposé partout la rationalité capitaliste par le moyen de "réformes structurelles" néolibérales, et sans que les citoyens puissent véritablement résister à la remise en cause de leurs droits sociaux et politiques. De sorte qu'aussi bien à l'échelle européenne qu'à l'échelle mondiale, les citoyens, loin d'y voir un progrès de la démocratie, y ont vu légitimement une formidable régression de leurs droits sociaux et politiques. Et c'est pourquoi, d'ailleurs, nombre d'électeurs se sont réfugiés dans l'abstention ou le vote protestataire, et de plus en plus souvent en faveur des candidats ou des programmes les plus nationalistes et les plus xénophobes. [...] Si le souverainisme a autant de succès, c'est bien parce que les institutions internationales, à commencer par le FMI, la banque mondiale, l'OMC et l'Union européenne ont imposé aux pays du monde une série de mesures antisociales et antidémocratiques. »¹⁰

Cette configuration qui débouche sur le repli territorial, le fantasme des frontières, le rejet décomplexé de l'autre, la peur du grand remplacement, est aussi celle qui argue d'une prétendue essentialisation de l'anti-migration pour justifier les plus immondes politiques migratoires. En clair, bafouant la démocratie, elle crée un problème et propose d'y remédier par la répression, en réduisant encore plus les voies démocratiques de conciliation entre les peuples. Et ainsi, le champ politique se rassemble de plus en plus autour des discours d'extrême droite comme expression fiable de « ce que veulent vraiment les gens », à savoir prioriser la lutte contre l'insécurité que représenteraient les personnes migrantes. À ce sujet Culture & Démocratie a récemment montré dans un dossier « Accueil inconditionnel »¹¹ que beaucoup de citoyen·nes restent attaché·es aux vœux d'une hospitalité sans limite.

¹⁰ Pierre Dardot, Christian Laval, *op. cit.*, p. 500.

¹¹ *Journal de Culture & Démocratie* n°59, 2024.

2/ La tentation anti-démocrate : restaurer une méthode scientifique dans le gouvernement du monde

Si la notion de programme est vidée de toute substance au niveau politique national, régional, elle est agitée comme mythe ou fétiche, maintenant l'illusion une culture politique à l'ancienne, où le peuple reste celui qui décide via les élections. Décor d'opérette. Par contre, elle est instrumentalisée par ceux et celles qui ont compris qu'insuffler la rythmique d'une programmation à travers toute la société, qui trace de quoi sera fait demain, assénant des certitudes quant à ce que sont les buts d'une vie réussie, répond à une aspiration élémentaire, pulsionnelle autant que spirituelle. Répondre à ces aspirations en tournant le dos à la culture de la démocratie est devenu apparemment légitime. C'est même une politique qui a le vent en poupe depuis l'avènement d'un Ubu roi aux États-Unis, jamais désavoué par nos pouvoirs politiques.

La techno-sphère libertarienne

Il y a différentes portes d'entrée. Mais on peut plonger dans la réalité du hold-up sur les capacités politiques à dessiner un avenir pour tou-tes via l'enquête des journalistes Nastasia Hadjadj et Olivier Tesquet¹² : « Ces as de la Tech peuvent avoir des aspirations divergentes, mais se rejoignent dans leur détestation des démocraties libérales et leur volonté de les remplacer par des structures autoritaires. Ils rêvent d'une forme de féodalité technologique, constituée de cités-États gouvernées autoritairement à la manière des start-ups. Par des chefs dont le pouvoir ne peut être mis en cause, mais également par des machines et des algorithmes, bien entendu infaillibles. La plupart de ces techno-fascistes sont adeptes des théories libertariennes et ont été biberonnés à la science-fiction, à laquelle ils se réfèrent régulièrement. Leur idéologie est également raciste et eugéniste, plaçant bien évidemment le mâle blanc en haut de la pyramide. Les délires transhumanistes tiennent également une bonne place dans leurs croyances. »¹³

À cette mouvance se rattache quelqu'un comme Sam Altman, patron d'OpenAI, centre névralgique de la mainmise de l'IA sur la démocratie. Mais il faut aussi évoquer celles et ceux qui investissent dans les médias, dans les réseaux sociaux pour diffuser leurs schémas anti-démocratiques (Elon Musk, Vincent Bolloré...), au point que l'on peut considérer la tendance lourde du marché de l'influence comme une des menaces prédatrices les plus dangereuses pesant sur les règles démocratiques de la controverse éclairante.

Des milliards dans la culture d'extrême droite

L'investissement des milliardaires pour modéliser des subjectivités anti-démocratiques vise à affaiblir, voire à discréditer complètement toute méthode scientifique

¹² Nastasia Hadjadj, Olivier Tesquet, *Apocalypse Nerds. Comment les techno-fascistes ont pris le pouvoir*, Divergences, 2025.

¹³ Savinien de Rivet, « Sam Altman. Peter Thiel. Curtis Yarvin... Ces milliardaires techno-fascistes qui programment la fin de la démocratie », *Libération*, 6/11/25.

d'établissement des savoirs. Il s'agit au contraire de faire triompher des croyances « intéressées ». On peut prendre comme exemple Pierre-Édouard Stérin, entrepreneur et milliardaire français, proche des catholiques intégristes, dont l'« action prioritaire » est, selon ses termes, de « stimuler une politique nataliste et de "souche européenne". »¹⁴ Pour cela, il ne suffit pas de prêcher la bonne parole, il est indispensable de créer un imaginaire, un univers référentiel qui donne envie de s'affilier à cette politique nataliste, raciale. D'où les investissements dans des parcs d'attraction (le Puy du Fou, notamment), des événements¹⁵, des animations, bref : dans le soutien à une culture correspondant à son ambition : « Selon les recoupements effectués par *Le Monde*, la plupart des reconstitutions historiques en France sont aujourd'hui produites ou mises en scène par un noyau d'hommes issus de la sphère catholique traditionaliste, inspirés ou formés par le Puy du Fou et soutenus par le Fonds du bien commun, le bras mécénal de Pierre-Édouard Stérin. Le milliardaire catholique au projet raciale, engagé dans la bataille culturelle et politique, multiplie les investissements dans le champ historique et le spectacle vivant. En 2024, il partait à la recherche d'un entrepreneur capable de créer un parc d'envergure nationale mêlant "culture et loisir afin de favoriser l'adhésion des Français à leur histoire et à leur patrimoine matériel et immatériel". Autres projets de l'investisseur : développer des animations culturelles pour les parcs existants ou créer des expériences dans les grands édifices chrétiens français pour permettre au plus grand nombre d'en découvrir "le message et la splendeur". Dans l'attente de l'éventuelle réalisation de ces projets, le Fonds du bien commun multiplie les investissements dans les expositions historiques et les soutiens à des spectacles montés par de jeunes hommes issus de la "cathosphère". »¹⁶ Mais c'est aussi, pour être parfaitement conséquent, 150 millions dans le projet Périclès, destiné à former des candidat·es d'extrême droite pour les aider à remporter des élections.

Ce qui est nouveau est bien l'interventionnisme international de cette mouvance : il a été évoqué la création d'un « Puy du Fou » en Belgique, par exemple, et la sphère MAGA (de *Make America Great Again*, « Rendre à l'Amérique sa splendeur d'antan », slogan politique de Donald Trump) intervient partout en Europe où elle peut soutenir des activistes et des élu·es d'extrême droite.

Là où le « programme » des gouvernements en place, en Belgique mais ailleurs aussi, ne cesse d'affaiblir les opérateurs d'une politique culturelle publique, non-marchande, dont la vocation est de soutenir et développer les cultures habitées par l'esprit démocratique, à même de renforcer l'écosystème des sensibilités démocratiques, d'autres investissent massivement dans une politique culturelle anti-démocratique, en tirant, notamment, les ficelles les plus malsaines des technologies influenceuses (cet univers où opèrent influenceurs-euses).

La démocratie doit apprendre à se défendre contre ceux et celles qui instaurent un monopole privé et intéressé sur le « faire culture » au détriment de ce qui doit lier

¹⁴ Voir Marie Turan, Bérénice Gabriel, « ["Avoir plus de bébés de souche européenne" : le projet nataliste d'extrême droite du milliardaire Stérin](#) », Médiapart, 30/07/2025.

¹⁵ Voir notamment la carte blanche co-signée par Culture & Démocratie : « [L'extrême droite française s'immisce dans la vie associative bruxelloise](#) ».

¹⁶ Clément Guillou, « Comment la droite réactionnaire a fait main basse sur le spectacle historique », *Le Monde*, 16/08/2025.

« culture » et « démocratie » à tous les niveaux opérationnels du politique, du social, de l'économique.

Le numérique et ses biais anti-démocrates : la perte du contrôle critique

L'IA déjà hors contrôle démocratique, la propagation d'un imaginaire identitaire réactionnaire, la tendance à se débarrasser du réel, du souci de vérité, les folles audiences de la post-vérité,... Tout cela se développe via le numérique, les réseaux dits sociaux. Les tentatives de l'ordre public de réguler ces instances qui prennent la main sur la fabrique des subjectivités sont dérisoires.

L'emprise du numérique – rappelons que l'émergence de la techno-sphère, mue par les intérêts privés d'une minorité d'ultra-riches, ne dispose d'aucune légitimité démocratique – est certainement l'institution en train de remporter la bataille en cours pour dominer la fabrique des émotions, des subjectivités. Une institution peut-être plus importante encore que l'école. Anthropologiquement, la bascule est énorme. Les règles qui y assurent le succès relèvent des techniques de manipulation de l'audimat et des manières de flatter et d'exploiter les bas instincts, actionnant les stratégies les plus à même de déclencher des clics et des polémiques. Dans son essai *L'ère de la post-vérité*¹⁷, l'économiste français Michaël Lainé nomme cela « le biais de négativité » : « L'objectif est ici de susciter l'émotion, car lorsqu'elle s'empare de l'utilisateur, il perd son contrôle critique. Tout ce qui suscite sa peur, sa surprise, son dégoût ou son indignation, à savoir les affects les plus puissants, est plus susceptible de le conduire à cliquer et à demeurer sur les pages en question. L'information privilégiée par l'algorithme conduit à voir le monde à travers ce prisme émotionnel. De fait, les suggestions des moteurs de recherche qui provoquent des émotions négatives attirent dix à quinze fois plus de clics. »

C'est là ce qui altère le lien au réel sur le principe d'une machine qui s'emballe et échappe à ses utilisateur·rices : « La vérité pèse moins que le succès. On préférera une opinion altérée, outrée, on passera plus vite sur ses doutes, on ennuiera moins avec une réflexion exigeante, on attisera les passions pour être recommandé par l'algorithme. Les contenus haineux et controversés exercent un effet hypnotique et font rester plus longtemps en ligne, ce qui accroît les revenus engrangés par Facebook, Youtube et Instagram. »¹⁸

Ce « biais négatif » n'est pas un effet collatéral du capitalisme, il en est devenu un des moteurs : « Le capitalisme numérique offre la plus illusoire des promesses : se débarrasser de la vérité. Néanmoins, la plus exaltante et inavouable des perspectives, celle de la toute puissance des désirs, se heurte inévitablement à l'écueil du réel. Là réside l'essence du lien entre capitalisme et post-vérité. Car la réalité est odieuse au désir. Elle le contrarie, le bouscule, le menace. Elle ne saurait être tolérée, et pourtant elle doit l'être car la réalité est l'obstacle le plus insurmontable. Mais, du fait que cette

¹⁷ Michaël Lainé, *L'ère de la post-vérité. Comment les algorithmes changent notre rapport à la réalité*, La Découverte, 2025.

¹⁸ *Ibid.*, p. 31.

promesse ne peut être tenue, le capitalisme favorise l'enracinement, l'emprise du désir, lui qui se nourrit d'insatisfaction et de manques. »¹⁹

La post-vérité séduit comme moyen de s'affranchir du réel et des savoirs scientifiques par lesquels la démocratie tend à organiser les relations aux réalités, aux contingences. Cette montée en puissance du « biais négatif » pervertit non pas l'imposition de « la » vérité mais le souci de vérité et d'objectivité comme méthode de relation aux choses, et elle contamine aussi le champ politique qui, comme le capitalisme, exploite des désirs, des relations biaisées à la réalité, ses « programmes » basculant de plus en plus du côté de la post-vérité. Il y a une grande porosité entre la manière dont le numérique fabrique des audiences phénoménales en institutionnalisant la figure de l'influenceur·se et le champ politique obsédé par l'audimat et les nouvelles technologies de la communication. On peut être responsable politique et actionner le biais négatif « tout·e chômeur·se est un·e profiteur·se », au mépris de toutes les études scientifiques sur l'origine du chômage ou sur ce qu'est réellement la vie au chômage. Le « n'importe quoi » jouit d'une impunité totale.

Vœux pour instaurer une méthode scientifique au cœur de tout pouvoir décisionnel

Face à ce grand n'importe quoi, faisons le vœu de ramener, au centre de la gestion des intérêts communs, du bien public, une méthodologie scientifique de l'examen du pour et du contre, dans la plus grande transparence, et avant vote populaire. Une méthode scientifique ne signifie pas de donner les clés du pouvoir aux scientifiques. Mais plutôt de réfléchir et débattre avec leurs travaux, de les impliquer dans des processus de prises de décision démocratiques. En évoquant les actuelles attaques en règle contre les sciences, la sociologue Carline Ibos rappelle quel est le modèle de société que cela recouvre : « Ces attaques sont en effet massives, de la part de forces politiques qui revendiquent une lecture biologisante du monde : les milliardaires y sont vus comme des génies qui méritent leur fortune, les pauvres comme des faibles, nés pour être pauvres, les femmes sont définies par leur "nature", légitimant un ordre social qui les renvoie à la maison... Les sciences sociales viennent déranger cet ordre établi, parce qu'elles portent un regard critique qui interroge, justement, ce qui semble si évident. En dénaturant les rapports sociaux et les inégalités, elles déstabilisent les discours d'autorité. Il faut donc les faire taire. »²⁰

C'est quoi, une méthode « scientifique » d'établissement des faits ?

Il n'est pas inutile de rappeler ce que signifie aborder les questions et problématiques de la réalité selon une démarche scientifique. Cette méthode n'est pas réservée aux scientifiques mais en démocratie, elle devrait charpenter tout travail d'investigation, afin de documenter toute matière devant donner lieu à débat et controverse avant décision collective pour le bien commun. Elle devrait donc constituer un guide technique, philosophique et éthique pour tout politique soucieux d'agir selon un

¹⁹ *Ibid.*, p. 33.

²⁰ « Caroline Ibos, sociologue : "La neutralité scientifique est au mieux une illusion, au pire une injonction politique" », propos recueillis par Claire Legros, *Le Monde*, 15/12/2025.

« programme ». Un programme politique devrait être simplement inconcevable, irrecevable à moins que ses auteur·ices ne s'engagent à respecter les principes d'une méthodologie scientifique pour objectiver ses différentes visées et moyens d'arriver à ses fins.

Voici comment Michaël Lainé synthétise cet esprit scientifique : « La vocation de la science est de trouver et de dire la vérité. Ce qui l'intéresse au premier chef est l'établissement des lois causales. Il se passe ceci parce que... la supériorité du raisonnement scientifique sur le raisonnement profane dans l'établissement de la vérité tient à plusieurs choses. La méthode, d'abord, qui permet d'aller au-delà des subjectivités. Un individu différent doit, en suivant le même protocole, aboutir aux mêmes résultats. La méthode est aussi affaire de confrontation aux données, interprétées statistiquement, là où, au quotidien, nous nous tenons quittes de réflexions à géométrie variable, en cherchant des exemples qui corroborent nos impressions et pensées, sans être en mesure d'en soupeser la portée et la généralité faute de se mettre aussi en quête d'exemples contraires et de s'interroger sérieusement sur la compatibilité des faits avec d'autres récits et visions du monde. Ensuite, la recherche s'appuie sur les acquis des connaissances, elle s'égaré moins dans de fausses-pistes, et s'efforce de faire le tour des idées, d'identifier clairement l'action des causes et de distinguer l'accidentel du conjoncturel et du structurel, ce qui ne signifie pas qu'elle a réponse à tout. Elle dévoile les impensés, dissipe et réfute stéréotypes, préjugés et idées reçues qui sont le lot commun des individus qui ne consacrent pas leur carrière à réfléchir sur un sujet donné. [...] Un bon chercheur se nourrit de critiques, il prend appui sur elles pour élever sa pensée – c'est même une nécessité pour voir son travail publié et reconnu –, tandis que l'amateur tend à vouloir les repousser. »²¹

Le capitalisme numérique s'emploie à court-circuiter ce souci scientifique de la vérité par l'extractivisme des émotions les plus rentables en termes de clics et « d'engagement ». Contaminé par cet environnement, le politique, addictif lui aussi à l'audimat, emboîte le pas, et se libère des contraintes du réel. Les assertions les plus caricaturales – sur les chômeurs, les migrant·es, la crise climatique – circulent déconnectées de toute assise scientifique, *décomplexées*.

²¹ Michaël Lainé, *op. cit.*, p. 17.

3/Trois fondements de la bonne santé physique, mentale et sociale : alimentation, travail, citoyenneté

Comment se désempêtrer des forces qui neutralisent les principes démocratiques ? En Belgique les mesures d'économie du gouvernement De Wever frappent notamment les soins de santé, ainsi que les personnes éloignées du marché du travail soupçonnées d'abuser de la protection sociale. Au prétexte fallacieux de sauvegarder ce système. Pourtant, il existe d'autres moyens d'améliorer les comptes de la sécurité sociale. Parmi les premiers facteurs de maladie, une mauvaise alimentation, mais aussi le stress, l'anxiété et la dépression liés au travail. Agir sur la qualité de l'alimentation et rendre démocratique le management des entreprises permettrait une amélioration significative. Cela implique de rompre avec la consommation érigée en moteur de ce qui fait société, avec l'économie de marché, extractiviste, destructrice de l'habitabilité de nos lieux de vie. Aucun vote auquel nous sommes invité·es à participer ne permet de changer quoi que ce soit aux orientations de base, ni même de les infléchir en quoi que ce soit. Les marges de manœuvre pour en aménager les incidences se réduisent de plus en plus. Manger, travailler, être citoyen·ne : qui a la main ?

L'industrie alimentaire plombe la sécurité sociale

S'il y a bien un programme qui définit ce que nous mangeons, c'est celui des industries agro-alimentaires, pas des politiques élu·es lors des élections organisées par notre démocratie représentative. Ce sont les industries qui choisissent et répartissent les poisons que nos organismes ingurgitent. Les politiques élu·es valident. Les études scientifiques ne cessent d'alerter sur la présence de pesticides dans toute la chaîne alimentaire, du champ aux assiettes, sur la colonisation des eaux potables par les PFAS, sans parler de l'attaque massive contre la santé publique via les aliments (ultra)transformés omniprésents dans les grandes surfaces.

On peut lire à ce propos l'étude publiée dans la revue *The Lancet* et présentée par les journaux *Le Monde* et *Libération*, focalisée notamment sur les problématiques d'obésité, de diabète et de dépression²². Quasiment tous les jours sont publiées des études scientifiques qui alertent sur de nouveaux aspects de la catastrophe sanitaire en cours. Ainsi, le neurologue David Devos, spécialiste de la maladie de Parkinson, réclame l'interdiction de l'hexane, « solvant à base de pétrole qui contamine de nombreux aliments » et responsable d'une explosion de maladies neurodégénératives²³.

Face à un tel afflux, ininterrompu, d'études scientifiques, nos décideur·ses peuvent-ils-elles ignorer la gravité de l'empoisonnement administré à leur électorat ?

²² Voir par exemple : Stéphane Foucart, « La nocivité des aliments ultratransformés pour la santé confirmée par une série d'études scientifiques », *Le Monde*, 19/11/2025.

²³ « Explosion des maladies neurodégénératives : «Il faut éliminer l'hexane dans l'industrie agroalimentaire », interview de David Devos par Anne-Laure Barret, *Libération*, 27/11/2025.

Constatent-il·elles leur impuissance ou croient-il·elles à l'efficacité des quelques mesures symboliques qu'il·elles prennent parcimonieusement ?

Comment persister dans une posture qui affirme « avoir le courage de prendre des mesures impopulaires afin de sauver notre système », comme se présentent depuis des décennies les responsables politiques présentant leurs « plans de rigueur », alors que ce système est responsable de ce qui ruine les services publics garants de la démocratie, et qu'aucune posture courageuse n'émerge pour faire face aux lobbys de l'agro-industrie ? Courage face aux faibles plutôt que faiblesse face aux forts ? La rhétorique de l'austérité au prétexte de sauvegarder l'État-providence, d'effacer le déficit de la sécurité sociale ne doit pas masquer l'ampleur et la réalité de ce qui coute et plombe vraiment les comptes de la solidarité sociale. En faisant peser la charge de redresser les comptes de notre système de santé sur les épaules des citoyen·nes ordinaires, victimes d'une chaîne alimentaire toxique, d'une culture d'entreprise devenue foyer de burn-outs, d'un environnement de moins en moins habitable, n'atteint-on pas le comble du cynisme et de la déresponsabilisation du politique ?

Le plus sûr moyen de restaurer l'équilibre budgétaire de la sécurité sociale n'est-il pas de s'attaquer aux véritables origines des maladies aux conséquences très lourdes, très coûteuses ? De prendre des mesures qui visent ceux et celles qui s'engraissent grâce aux produits toxiques responsables, une fois disséminés dans toute la chaîne alimentaire, de la propagation de véritables épidémies de pathologies dont la prise en charge est excessivement onéreuse ? Combien de cancers en moins sans l'omniprésence des pesticides ?

Comment des responsables politiques, disposant de toutes les connaissances scientifiques nécessaires, ne s'emploient-il·elles pas à établir et rendre publique la responsabilité de ces industriels pour, d'une part, les empêcher de continuer à répandre leurs substances toxiques dans le corps de toutes les populations et, d'autre part, leur faire prendre en charge économiquement les conséquences médicales de leurs agissements ? En tant que garant·es du bien commun, pourquoi les responsables politiques n'invoquent-il·elles pas la notion de « crime contre l'humanité » en s'inspirant du travail réalisé par Malcolm Ferdinand²⁴ concernant les effets toxiques généralisés sur le long terme du chlordécone colonial dans les Antilles ?

Gageons qu'une société sans pesticides, sans intrants chimiques, verrait son déficit de la sécurité sociale se réduire à vue d'œil, et évoluer même vers une couverture largement étendue, meilleure pour tout le monde, effaçant les inégalités devant les soins – un objectif fondamental de toute société vraiment démocratique.

Le dossier « Nourrir/Se nourrir » du *Journal de Culture & Démocratie* (2024) montre que les alternatives à l'agro-industrie existent et fait le vœu qu'elles se substituent à une chaîne alimentaire qui propage mal-être et maladies morbides.

²⁴ Malcolm Ferdinand, « S'aimer la terre. Défaire l'habiter colonial », Seuil, 2024. Le scandale du chlordécone est également évoqué dans Sarah Aucagos, Guillaume Moreau, « Écologisation : l'exemple antillais », *Journal de Culture & Démocratie* n°60, 2025.

Soigner les pathologies du travail : démocratie dans l'entreprise

On peut tenir un raisonnement similaire pour toutes les pathologies liées au monde du travail. Le gouvernement néo-libéral s'attaque au coût des maladies de longue durée sans jamais se pencher sur les causes systémiques de ces maladies professionnelles. Comme si tout relevait de la responsabilité des individus et de leur nature « profiteuse » ! Pourtant, la littérature abonde qui démonte les biais de la vision plaçant au premier plan la responsabilité individuelle.

En termes de santé au travail, on parle de tendances lourdes : ce sont 44 % des travailleur·ses européen·nes qui déclarent être confronté·es à une forte pression temporelle ou à une surcharge de travail ; 34 % qui estiment ne pas recevoir de récompenses à la hauteur de leurs efforts (salaire, évolution, reconnaissance) ; 29 % qui pointent une mauvaise communication ou coopération au sein de leur organisation ; 8 % qui rapportent être exposé·es à du harcèlement ou des comportements abusifs. (SPF Emploi, Belgique, 2025)

Il est plus que probable que le nombre de pathologies liées au monde du travail, et dont l'impact sur les finances de la sécurité sociale est colossal, reculerait largement si la démocratie était enfin instaurée dans le monde entrepreneurial, en lieu et place des actuelles cultures managériales dégradantes. Il s'agirait, par la même occasion, de se libérer d'une injonction contradictoire qui traverse toute la société : bien que s'affirmant démocratique, le milieu où les gens sont censés passer le plus de temps pour gagner leur pain – celui du travail – échappe complètement aux principes de la démocratie. Si la volonté est bien, comme le prétendent les partis libéraux, de valoriser le travail, quel meilleur moyen alors que d'introduire un fonctionnement démocratique dans toutes les entreprises ? Ou pour le dire autrement, de faire du travail un bien commun démocratique plutôt qu'une aliénation ?

Le syndicalisme pour retrouver la santé au travail ?

Objet d'une « incessante stigmatisation médiatique qui l'accuse de servir des causes "idéologiques" s'[il n'est] pas assez "réformistes" », le syndicalisme est la « cible constante d'un État néolibéral de plus en plus autoritaire et convaincu qu'il faut affaiblir et domestiquer les syndicats pour renforcer la "compétitivité". »²⁵ La rhétorique de prise en otage, les accusations de politiser des enjeux sociaux – comme s'ils ne l'étaient pas d'emblée –, sont répandues massivement dans les médias d'information.

Assujettir le travail au seul dogme de la compétitivité, évinçant les syndicats de leurs dimensions politiques, c'est évincer la première organisation sociale à défendre la prise en compte des impacts du travail sur la santé, à faire entendre qu'il « a un impact sur la santé, sur la vie familiale, sur la culture et l'environnement, et [qu']il imprime sur la société tous les effets de sa subordination au capital. »²⁶

Faisons le vœu que l'on reparle un peu du rôle profond à confier aux syndicats pour une société meilleure, plutôt que de continuer à les amoindrir en les caricaturant :

²⁵ Pierre Dardot et Christian Laval, *op. cit.*, p 688.

²⁶ *Ibid.*, p. 686.

« À beaucoup d'égards, les syndicats devraient jouer aujourd'hui le premier rôle dans la critique de la subordination, en commençant par prendre toute la mesure des nouvelles formes d'exploitation et en organisant de façon unitaire la riposte sur le terrain de l'organisation du travail. [...] Ce serait aux syndicats qu'incomberait la tâche de refaire du collectif dans les lieux de travail, de réintroduire du questionnement, de la délibération et de la décision en matière de production, seule façon de redonner du sens social et politique à l'activité du travail, de se battre contre le sexisme et le racisme. »²⁷

La centralité du travail dans la vie en société fait que sa démocratisation aurait des impacts positifs sur de nombreuses autres dimensions indispensables pour aller vers un « faire société » autrement : « Lutter contre la subordination du travail dans l'entreprise fait partie d'une lutte plus générale pour une société démocratique et écologique. Il n'est en effet guère possible d'envisager une réorganisation du travail sans une remise en cause de la production elle-même dans ses impacts environnementaux. La transformation de la production requiert que le capital ne gouverne plus l'entreprise et que les travailleurs comme les usagers décident de ce qui doit être produit en fonction des besoins et de la manière dont il faut produire. Démocratie au travail et réorientation écologique de la production vont de pair. »²⁸

Le consumérisme plutôt que la citoyenneté

L'affaiblissement des rouages politiques de la démocratie va de pair avec la montée en puissance de la figure du consommateur construite par le capitalisme. Cela s'harmonise avec le fait que le politique devient accro aux ressources d'un marketing spécialement conçu pour briguer l'exercice du pouvoir, transformant les fonctions politiques au service du bien commun en produits que « vendent » les partis à des individus-consommateurs plutôt qu'à des électeur·ices.

Face à quelques-uns des défis titanesques qu'affronte notre société, les dominant·es (politiques, économiques), semblent ainsi attendre que la solution vienne des « consommateur·ices-acteur·ices ». Par exemple, pour l'alimentation, l'agroécologie, les produits bio, sans pesticides : la voie à suivre serait entre les mains des consommateur·ices. Qu'il·elles se tournent massivement vers des filières autres qu'industrielles et le changement aura vraiment lieu ! Tout est question de caddie ! Bien entendu, personne ne cherche à les influencer en quoi que ce soit !

Le marketing est devenu tellement puissant, tellement efficace pour naturaliser, à tous les échelons, les rouages du consumérisme et contourner les règles censées déterminer une volonté démocratique individuelle et collective qu'enseigner l'histoire du marketing à l'école, dès le primaire, et ensuite à tous les niveaux du cursus scolaire, devrait devenir systématique. C'est une langue inclusive qui, au jour le jour, imprègne les habitus, dissout toute citoyenneté dans l'instinct de consommation. Cet enseignement serait un préalable pour restaurer, au profit de la démocratie, l'esprit critique de chacun·e.

²⁷ *Ibid.*, p. 687.

²⁸ *Ibid.*, p. 688.

Quelle est l'image des consommateur·ices ?

Quelle est l'image, dans ce système, que l'on donne des consommateur·ices, et donc de l'individu archétypal auquel s'adresse le politique avec ses pseudo-programmes ?

À lire, écouter, regarder le matraquage publicitaire, la vie serait une grande chasse au trésor de la consommation, et nous sommes tous des gamin·es pris·es à ce jeu. La consommation serait notre seul horizon. Les plus futé·es feront les meilleures affaires en réagissant vite aux messages et slogans.

En se limitant aux spots radios sur le principal média public belge : autos, banques, supermarché, loterie nationale, la manière dont on s'adresse aux gens est sidérante. Le samedi 13 décembre 2025, au journal radiophonique de 9 heures sur la RTBF, Noël est présenté sous le seul angle de l'achat de cadeaux, valorisant les commerces de proximité qui créent des ambiances propices aux bons achats – là, plutôt qu'en ligne. Le message général fait passer pour normale la frénésie d'achats à l'occasion des fêtes, constitutive de sa part de féerie. Quand l'IA n'est pas valorisée comme guide efficace pour choisir un cadeau destiné à une personne que l'on connaît mal.

Comment, étant élu·e politique, peut-on accepter que l'on enferme ainsi les citoyen·nes dans ces caricatures de consuméristes abruti·es et béat·es ? Le consommateur est de facto considéré comme immature, devant être obligatoirement dirigé, pris en mains, orienté vers les étalages de la consommation, tête de gondole de la croissance. On pourrait arguer : libres consommateur·ices de choisir autre chose, d'exercer leur esprit critique, etc. Peut-être. Mais cet esprit critique ne serait-il pas plus libre si l'on commençait par supprimer les milliards investis mondialement dans le marketing et que l'on réinvestissait ces sommes indécentes dans des politiques réellement utiles aux cultures de la démocratie ? Ramenons la publicité à ce qu'elle devrait réellement être : une fonction de conseil pour aider chacun·e à effectuer de vrais bons achats, utiles, et non une entreprise démente, intrusive, instrumentalisant les besoins des individus.

Se plonger dans les études sur la naissance et l'évolution du marketing permet de se rendre compte qu'il ne s'agit pas d'effets secondaires, indésirables, de l'économie de marché, mais que cela provient d'une volonté claire et bien affirmée dans des théories, des discours et des stratégies appuyées par des investissements colossaux. Il y a préméditation aggravée dans le préjudice porté au bien commun. Mesurer l'ampleur de cette machinerie fait froid dans le dos : on comprend mieux comment cela façonne l'imaginaire, l'espace mental de l'ensemble des populations, y compris ceux des politiques qui entendent profiter de l'attractivité du consumérisme comme seule vraie belle vie enviée par tou·tes en adaptant à leurs propres ambitions ses méthodes de conviction/séduction.

Rien n'est laissé au hasard, selon la philosophe Jeanne Guien, autrice de l'essai *Le désir de nouveauté*²⁹, quant à l'envoutement qu'exerce la nouveauté, mauvais sort jeté par le capitalisme inventant le consumérisme.

²⁹ Jeanne Guien, *Le désir de nouveautés. L'obsolescence au cœur du capitalisme (XV^e-XX^e siècle)*, La Découverte, 2025.

Croissance, obsolescence, richesse des nations

Le consumérisme est toujours le pilier principal de la croissance, horizon économique qui semble indépassable pour nos politiques, et son moteur est l'obsolescence, faisant de la pulsion d'achats de biens marchands un puits sans fond (ou une vache à lait inépuisable).

L'histoire de l'invention de l'obsolescence, au début du XX^e siècle, montre bien que le marché ne se régule pas naturellement, mais qu'il est construit, instrumentalisé par ceux et celles qui en tirent profit. Il s'agit bien d'une construction culturelle que l'on peut congédier, remplacer par une autre, plus en phase avec les principes démocratiques et le respect des droits humains fondamentaux. La dénaturalisation de tous les rouages de l'économie de marché est indispensable pour que l'espèce humaine redécouvre la capacité à repenser son modèle de société, en phase avec le respect des droits humains et les enjeux de la crise climatique.

La mécanisation des moyens de production avait permis d'accélérer et de massifier la fabrication, comment s'assurer que la consommation suive le rythme ? Ne risquait-on pas de produire trop et trop vite ? »³⁰ Tel était le gros problème qu'affrontaient économistes, publicitaires, designers et les premiers représentants d'une discipline en train de naître : le marketing. Remarquons que ne prédomine pas un questionnement plus philosophique : de quels biens avons-nous réellement besoin pour mener une vie agréable ?

La réponse fut sans équivoque : « ajuster la production à la consommation et la consommation à la production ». Mais « non pas en produisant moins, mais en faisant consommer plus. Cette théorie fut baptisée consumérisme. En effet, si ce mot signifie aujourd'hui le goût voire l'obsession d'une société ou d'un individu pour la consommation (ou parfois, la défense des consommateurs), il a d'abord servi à légitimer l'obsolescence : une économie consumériste, c'est une économie qui renouvelle en permanence son offre et se donne les moyens de susciter une demande équivalente. Marketeurs, designers, publicitaires présentèrent ainsi leurs métiers comme nécessaires à la prospérité de la nation, tout en attribuant la responsabilité du gaspillage à deux catégories de la population : les "femmes" et les "jeunes". »³¹

C'est cette offre massive de la production capitaliste qui donna lieu à l'invention de « techniques de vente, une science ou "ingénierie" du consommateur afin de sauver l'industrie ». Cette « science » a un but unique, obsessionnel : « Face à la surproduction, il faut provoquer de la surconsommation – et non diminuer ou ralentir la production. »³² Et si cette surconsommation réussit son coup, enrichit bien ceux et celles qui en font la prescription, il n'y a aucune raison d'en changer les règles : continuons la surproduction pour maintenir un niveau rentable de surconsommation.

Le poison de l'obsolescence

³⁰ *Ibid.*, p. 219.

³¹ *Ibid.*, p. 220.

³² *Ibid.*, p. 222.

Notre système économique, écocidaire, est prisonnier de ce modèle de surproduction/surconsommation qui doit sa longévité à l'invention de l'obsolescence. Il était indispensable, dans cette optique, de faire acheter du neuf pour remplacer de l'ancien, de façon continue. Et de vendre, pour cela, la nouveauté comme avancée du progrès. La première phase fut de faire croire à un attrait inné chez l'humain pour tout ce qui est nouveau. Et ensuite de se présenter comme l'opérateur idéal pour satisfaire cette addiction au neuf par une offre sans cesse renouvelée, épousant les voies du progrès vers une vie meilleure. Ce qui est vendu alors, greffé dans les cerveaux, est un « état d'esprit », une « culture ». La véritable politique culturelle de nos gouvernant·es est l'économie de marché, qu'il est de plus en plus difficile de critiquer, de remplacer par un autre modèle culturel, plus en phase avec les enjeux démocratiques, de droits humains et écologiques.

Le besoin de nouveauté, s'il n'est certes pas inexistant et inutile dans l'histoire humaine, a été en grande partie réinventé, modélisé par les premier·es spécialistes du marketing. Il est devenu un véritable monstre qui s'est ensuite emballé grâce à d'imposants réseaux d'influence, d'arguments massues matraqués, de campagnes dotées de moyens démesurés (un méga-budget de la culture à l'échelle mondiale) : « La nouveauté était centrale dans la construction de ce modèle et dans la transformation du marketing en une discipline de conseil en technique de vente. Elle était à la fois le problème et la solution : ce qu'il faut vendre (alors que personne ne connaît ni ne croit avoir besoin de "nouveaux" produits », et ce qui rend obsolète (et renouvelle donc la demande). L'économiste Warren C. Waite constatait en 1928 que « beaucoup d'efforts sont aujourd'hui consacrés à diminuer l'utilité des biens déjà possédés par le consommateur. Cela peut impliquer de rendre obsolète un article par changement de style. »³³

On est en 1928. Cela fera bientôt cent ans que ce genre de credo mercantile façonne notre quotidien, effaçant soigneusement les traces de sa construction délibérée, systématique, en en faisant une nature contre laquelle il est inutile de se rebeller. C'est l'imposition brutale, autoritaire, de standards de confort destructeurs de la planète et une prodigieuse force d'inertie qui s'opposent à toute bifurcation vers une économie écologique, non pas punitive mais en harmonie avec l'ensemble du vivant et, par-là, source de bien-être.

Pour éliminer encore plus toute ambiguïté quant aux intentions du système qui pilote notre société, on peut citer ce publicitaire new-yorkais, s'exprimant aussi en 1928 : « L'usure seule est trop lente par rapport aux besoins de l'industrie américaine. C'est pourquoi le clergé du business a élu un nouveau dieu, pour rejoindre – voire dominer – le panthéon des autres dieux domestiques. L'obsolescence a pris la première place. [...] Si seulement tout ce qui remplissait les marchés de consommation hier pouvait être rendu obsolète aujourd'hui, ce marché serait à nouveau ouvert demain. »³⁴

On peut en déduire que tout parti politique qui s'inscrit dans une tradition de soutien à l'économie de marché et à la croissance souscrit implicitement à ce qui structure cette économie de marché, dont l'obsolescence et la marchandisation à outrance du besoin de nouveauté comme principale politique culturelle sociétale. Qu'il le veuille ou non, c'est cela qui représente son « programme ».

³³ *Idem.*

³⁴ *Idem.*

Cela donne en outre des indications sur ce qui motive l'opposition actuelle à la transposition de l'écologie dans la manière de repenser notre modèle culturel (comme manière de faire société) : croissance, consumérisme, financiarisation sont contraires aux modes d'existence respectant les grands principes de l'écologie (comprise comme la science de la démocratie réelle, directe, entre humains et autres qu'humain). Dans son dossier « Écologisation », Culture & Démocratie donne voix aux vœux d'une existence libérée du consumérisme, appuyée sur des politiques restaurant l'habitabilité de la terre.

4/ Chantier d'un monde meilleur : vers l'auto-gouvernement citoyen et les « communs politiques »

Les partis politiques, en Belgique comme ailleurs, dans leur actuelle configuration, montrent depuis assez longtemps leur impuissance à faire advenir une société juste et agréable pour tous et toutes qui aurait éliminé la pauvreté, dissipé toute angoisse du lendemain, réduit à néant la disparité d'accès à des logements agréables et confortables, assurant à tous et toutes une alimentation saine et abondante, engagée dans des politiques efficaces pour restaurer l'habitabilité de la planète et irréprochable quant au respect des droits humains, la non-compromission avec les pouvoirs totalitaires et génocidaires, les autocrates anti-science et anti-démocrates.

Les sciences humaines – études de terrain et statistiques à l'appui – posent suffisamment d'éléments d'analyse pour établir que le modèle actuel est un échec à tous les niveaux. En tout cas, il y a assez de résultats de recherches pour organiser une évaluation publique de grande envergure conduite selon une méthodologie scientifique et citoyenne d'établissement des faits et d'objectivation. Après tout, la culture managériale néo-libérale qui nous surplombe n'est-elle pas friande d'évaluation ? Il s'agirait d'objectiver le bilan des politiques menées depuis 50 ans en tournant le dos aux invectives inter-partis qui, selon la théorie des champs de Pierre Bourdieu, participent au maintien du champ politique en son état actuel.

Là où, dans la langue dominante, réformer signifie aller toujours plus loin dans les logiques néo-libérales de la responsabilité rejetée sur les individus, en une dynamique sournoise qui vide de sens la démocratie elle-même, il est temps de donner une autre orientation à ce besoin de réforme. Compte tenu de l'impuissance politique d'œuvrer à une société meilleure pour tous et toutes, ne devons-nous pas réformer profondément la vie politique, la manière de faire de la politique comme outil collectif de prise sur le réel et de mise en chantier d'un modèle de société correspondant aux attentes fondamentales des êtres humains et autres qu'humains ? Ces attentes fondamentales ne tournent pas autour de la haine des migrant·es, contrairement à ce qu'on nous assène jour après jour³⁵. Elles sont de manger à sa faim des produits sains, d'être bien logé·es, de jouir d'un environnement accueillant et respirable, d'avoir une utilité sociale qui ne dépend pas exclusivement d'un travail salarié.

Comment ouvrir ce chantier ? Quelles pistes suivre ? Peut-on y arriver sans heurts, sans violence quand le système en place ne fait, chaque jour, que s'armer davantage contre tout changement – convoquant faits alternatifs, musclant sans cesse les missions policières, la répression des manifestations ? Le mieux est de commencer par tracer un premier cap, de dessiner la forme de ce que cela pourrait prendre, d'avoir au moins une hypothèse à mettre à l'épreuve. Et d'en parler, la diffuser, créer de l'empathie à son égard, à partir de quoi solliciter l'intelligence collective démocratique, de proche en proche.

³⁵ Stéphane Foucart, « Le débat public occulte largement le désir d'un changement profond dans le fonctionnement de l'économie », *Le Monde*, 28/12/2025.

L'hypothèse de travail, la « pièce à casser » comme on dit, pourrait être celle proposée par Pierre Dardot et Christian Laval, qui suggèrent de transformer les partis en institutions de « communs » dans le cadre d'un auto-gouvernement citoyen, soit une appropriation démocratique de la fonction même des partis.

« Assurément, la démocratie interne est la première condition d'une telle refonte : mettre fin par tous les moyens à la professionnalisation des fonctions politiques, à l'autonomisation de l'appareil, à la sacralisation du chef et à la féodalisation des structures locales. Mais c'est aussi ailleurs que se joue la démocratie interne aux partis, dans les relations entre les organisations et la masse des citoyens : comment faire pour que les partis deviennent eux-mêmes des organisations auxquelles participe directement ou indirectement le plus grand nombre ? Comment passer d'une logique de participation à une logique de participation d'expérience démocratique de masse ? Les "partis" doivent non seulement contribuer à la généralisation de l'expérience démocratique et de la socialisation politique, à toutes les échelles de la vie sociale, mais ils doivent devenir eux-mêmes des *communs politiques*, soit des institutions auto-gouvernées dont la production consiste à nourrir la discussion publique par des analyses, des propositions et des formes d'action, et qui sont eux-mêmes le produit d'une co-construction avec d'autres forces sociales organisées et la masse des citoyens. »³⁶

Dès lors que l'on exprime la nécessité de « sortir du capitalisme », de bifurquer vers un autre système, on est invariablement cueilli-e par la question : « Et quelle est la solution selon toi ? » En réalité, nous ne voulons pas que l'une ou l'autre personnalité débarque en Zorro avec « la » solution. Ce serait une fois de plus sacrifier à la figure du personnage providentiel, à la « sacralisation du chef » qui indique la bonne direction. Non. L'intention est bien de se baser sur la production scientifique énorme, diversifiée, plurielle, qui établit que notre modèle actuel se casse la figure. De se pencher aussi sur les innombrables études qui démontrent que l'espèce humaine a les capacités de changer de modèle, de repenser des modalités d'existence adaptées aux nouvelles contraintes du vivre ensemble écologique à l'échelle de la planète. Sur base de cette documentation énorme, selon une cumulativité des savoirs exceptionnelle, dont aucune autre génération n'a pu disposer jusqu'ici, le travail peut commencer en assemblées citoyennes, locales, régionales, internationales, pour modéliser une solution valable, durable. Et qui sera sans cesse à remettre sur le métier, c'est ça, la politique. Des processus qui réintroduisent de la lenteur, de l'exigence de prendre le temps. En tout cas, esquisser, pour commencer, les modalités crédibles d'un réel changement de cap où chacun-e retrouverait une place, confortable, valorisante et utile.

³⁶ Pierre Dardot, Christian Laval, *op. cit.*, p. 655.

Bibliographie

Publications de Culture & Démocratie

- Collectif, *Neuf essentiels pour un numérique humain et critique*, Culture & Démocratie, 2016.
- Collectif, *Neuf essentiels pour des politiques culturelles réparatrices*, Culture & Démocratie, 2023.
- Dossier « Nourrir / Se nourrir », *Journal de Culture & Démocratie* n°58, printemps 2024.
- Dossier « Accueil inconditionnel », *Journal de Culture & Démocratie* n°59, automne 2024.
- Dossier « Écologisation », *Journal de Culture & Démocratie* n°60, printemps 2025.
 - Dossier « Enfance(s) », *Journal de Culture & Démocratie* n°61, automne 2025.

Essais

- Pierre Dardot, Christian Laval , *Instituer les mondes. Pour une cosmopolitique des communs*, La Découverte, 2025.
- Malcolm Ferdinand, *S'aimer la terre. Défaire l'habiter colonial*, Seuil, 2024.
- Jeanne Guien, *Le désir de nouveautés. L'obsolescence au cœur du capitalisme (XV^e-XX^e siècle)*, La Découverte, 2025.
- Nastasia Hadjadji et Olivier Tesquet, *Apocalypse Nerds, Comment les technofascistes ont pris le pouvoir*, Divergences, 2025.
- Caroline Ibos, *La Savante et le politique. Ce que le féminisme fait aux sciences sociales*, PUF, 2025.
- Michaël Lainé, *L'ère de la post-vérité. Comment les algorithmes changent notre rapport à la réalité*, La Découverte, 2025.
- Alain Supiot, *La gouvernance par les nombres*, Fayard, 2015.
- Anna Tsing, Jennifer Deger, Alder Keleman Saxena, Feifei Zhou, *Atlas Féral. Histoires vraies et proliférantes des résistances aux infrastructures humaines*, trad. Marin Schaffner, Éditions Wildproject, 2025 (2020).